

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Ecole primaire Pauline Kergomard
Beaumont-sur-Oise (Val d'Oise - 95)**

Rapport Technique (RT2) de Phase 2

N° 0950638C_RT2

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Ecole primaire Pauline Kergomard
Beaumont-sur-Oise (Val d'Oise - 95)**

Rapport Technique (RT2) de Phase 2

N° 0950638C_RT2



	Nom / Visa	Fonction
Rédacteur	Laure GUIRRIEC	Ingénieur de projet
Vérificateur	Sandrine BESNARD	Chef de projet
Approbateur	Olivier PACAUD	Superviseur

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2^{ème} Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*¹. Si *BASIAS* fournit des informations sur les activités des sites industrielles du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle, l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature de ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**), sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

¹ Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 7 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés...) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins pédagogiques » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins pédagogiques sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ces cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».

- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

Description de l'établissement scolaire, résultats de l'étude historique et documentaire

L'école primaire Pauline Kergomard (établissement n° 0950638C) est située au 2 rue Canu à Beaumont-sur-Oise (95). Cette école, composée d'une école maternelle et d'une école élémentaire, accueille environ 140 enfants âgés de 3 à 11 ans.

L'étude historique et documentaire (phase 1 du diagnostic) a mis en évidence la contiguïté de l'école primaire avec un ancien garage et la présence de plusieurs anciens sites industriels (garage, société de télécommunications) à proximité de l'école. Cette étude a conclu à des potentialités d'exposition par :

- inhalation de substances volatiles, dans l'air intérieur des bâtiments, issues des sites BASIAS voisins.
- ingestion d'eau du robinet issue de réseaux d'eau potable traversant l'emprise des sites BASIAS voisins de l'école.
- ingestion de sols superficiels.

Résultats des investigations

Des investigations de phase 2 ont été menées sur les milieux :

- « air sous dalle » au droit des quatre bâtiments comportant des salles de classe,
- « air du sous-sol » au droit de l'un d'entre eux,
- « sols superficiels » non recouverts dans la cour de récréation,
- « eau du robinet » dans le réfectoire.

Les substances recherchées sont les substances susceptibles d'avoir été manipulées, stockées ou produites sur les sites BASIAS contigus ou à proximité de l'école.

Les investigations ont été réalisées conformément au programme défini à l'issue de la phase 1, à l'exception des prélèvements de sols (un des prélèvements a été annulé du fait de la présence d'un revêtement et un autre a été déplacé dans une zone plus large) et du prélèvement d'air sous dalle initialement prévu au rez-de-chaussée du bâtiment dénommé « bâtiment 4 » dans le rapport, supposé de plain-pied. Le jour des investigations, un sous-sol a été identifié. Aussi, ont été réalisés à cet endroit un prélèvement d'air dans le sous-sol et un prélèvement d'air sous la dalle du sous-sol de ce bâtiment.

Les résultats ont été interprétés conformément au guide de gestion des résultats des diagnostics réalisés dans les lieux accueillant enfants et adolescents (ADEME, BRGM, INERIS, InVS) de novembre 2010 et à la note ministérielle du 8 février 2007 définissant le cadre général de la politique nationale en matière de gestion

des sites et sols pollués.

Les investigations ont montré que :

- Des hydrocarbures volatils et un composé chloré ont été quantifiés dans l'air du sol sous la dalle des quatre bâtiments de l'école primaire investigués. Cependant, les niveaux de concentration dans l'air intérieur des salles de classe, estimés sur la base des concentrations mesurées dans l'air sous la dalle, sont inférieurs à la borne basse des intervalles de gestion définis dans le guide de gestion des résultats des diagnostics.
- Des hydrocarbures volatils ont été quantifiés dans l'échantillon d'air prélevé dans le sous-sol du bâtiment 4. Cependant, ces concentrations ne peuvent être corrélées aux concentrations mesurées dans l'air sous dalle réalisé dans ce sous-sol. En effet, certains composés mesurés dans l'air du sous-sol ne sont pas retrouvés dans l'air sous la dalle de celui-ci et, d'une manière générale, les concentrations mesurées dans le sous-sol sont supérieures à celles mesurées sous la dalle.

Aucune activité, ni stockage n'a été identifié dans le sous-sol lors des investigations. Cependant, ce sous-sol se poursuit sous un bâtiment situé au nord de l'école mais n'appartenant pas à celle-ci. Cette partie du sous-sol n'a pas pu être visitée et il n'est donc pas possible d'écarter la présence d'activités et/ou de stockages. Les substances retrouvées dans l'air de ce sous-sol pourraient ainsi être dues aux activités ou stockages actuels du sous-sol voisin non visité et/ou au trafic routier (présence de grilles d'aération donnant sur la rue).

- Des hydrocarbures, des cyanures et certains métaux ont été quantifiés dans les sols de la cour de récréation à des teneurs supérieures aux teneurs mesurées dans les échantillons témoins et aux référentiels bibliographiques. L'interprétation de ces résultats, en considérant un scénario d'ingestion de sol, indique que la qualité des sols ne pose pas de problème.
- L'ensemble des concentrations mesurées dans l'eau du robinet prélevée dans le réfectoire est inférieur aux valeurs limites de potabilité. La qualité de l'eau du robinet respecte donc les critères de potabilité.

Ainsi, la qualité des milieux ne pose pas de problème pour les usagers de l'établissement dans sa configuration actuelle.

Toutefois, dans l'hypothèse d'une dégradation de la dalle des bâtiments (perforation ou démantèlement lors de travaux d'aménagements), qui n'assurerait alors plus son rôle protecteur, la qualité de l'air intérieur pourrait tendre vers la qualité de l'air mesurée sous la dalle (et dépasser alors la borne inférieure des intervalles de gestion). Ceci amène à recommander le maintien de cette dalle en bon état.

Sur la base de l'ensemble de ces éléments, nous proposons le classement de l'école primaire Pauline Kergomard à Beaumont-sur-Oise (établissement

*Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents - Phase 2
Ecole primaire Pauline Kergomard - Région Ile-de-France, Département du Val d'Oise,
Beaumont-sur-Oise (95)
Rapport technique de phase 2 (RT2) N° 0950638C_RT2*

n°0950638C) en catégorie B « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées. Des modalités de gestion de l'information doivent cependant être mises en place pour expliquer ce qui doit être fait si les aménagements ou les usages des lieux venaient à être modifiés ».

Toutefois, des composés volatils, ne provenant selon toute vraisemblance pas des sites BASIAS voisins, sont quantifiés dans le sous-sol du bâtiment 4. Les substances retrouvées dans l'air de ce sous-sol pourraient être dues aux activités ou stockages actuels du sous-sol voisin non visité (le sous-sol se prolongeant en dehors de l'emprise de l'établissement), voire dans une moindre mesure au trafic routier. Ces composés sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air au niveau du rez-de-chaussée fréquenté par les enfants.

Nous recommandons donc la réalisation de contrôles de la qualité de l'air intérieur dans ces locaux, contrôles ne relevant pas de la démarche nationale du fait de l'origine de ces composés (non associée aux sites BASIAS).

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'Etablissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche « Etablissements sensibles ».